

Le virus et nous, ou comment se préparer à la prochaine crise

Article rédigé par *Pierre de Lauzun pour Geopragma*, le 19 mai 2020



Source [Pierre de Lauzun pour Geopragma] ‘Nous sommes en guerre’, disait notre cher président. Ce n’est clairement pas une guerre, mais il y a une dimension vraie dans le propos. Et donc, mobilisons-nous.

Ce qui frappe le plus dans cette affaire est la disproportion entre la cause et le danger, ou l’effet attendu. Un virus contagieux certes, mais de mortalité plutôt réduite et concentrée sur une population bien déterminée, a immobilisé nos économies sur des semaines, avec des effets ravageurs. Si une cause aussi limitée a pu produire un tel effet, cela veut dire que cela peut se reproduire aisément, pour de multiples raisons. Nous avons donc pour l’avenir un gros problème de risque, sanitaire, évidemment. Mais aussi évidemment d’un autre ordre, aux effets eux aussi massifs – par exemple, un risque politique (ainsi une révolution en Arabie saoudite...). Or cette expérience montre que comme communautés politiques nous sommes ridiculement mal préparés. Comme à des degrés divers la plupart des démocraties occidentales. Et nous réagissons lentement, et très mal. Comparés à la Corée ou Taiwan, c’est même effrayant.

On dira que c’est la tâche du politique, le privilège régalien par excellence. Bien sûr, en un sens c’est vrai. Mais d’une part la manière dont notre politique assume cette tâche est pour le moins peu convaincante, notamment dans les pays latins et anglosaxons. D’autre part, il ne suffit pas de faire de beaux plans au niveau suprême, ou à celui des Etats-Majors. Il faut aussi qu’ils soient suivis d’effet. Et que la population soit convaincue. Or si on a réagi si peu, si tard et si mal à cette crise, ce n’est pas seulement du fait de l’impréparation, ni de l’inconscience ou de la pusillanimité des dirigeants (pas seulement français) – tous deux pourtant manifestes. C’est aussi et sans doute surtout du fait de leur peur bleue des réactions de l’opinion. Avec le recul, il aurait par exemple fallu au minimum interdire les rassemblements de plus de 50 personnes dès fin janvier, généraliser masques et tests. Imaginons le tollé si cela avait été fait. La préparation de l’opinion est donc centrale. Non pas la préparation en termes de communication, mais la conscience collective, ce qui est tout autre chose.

Naturellement il n’y a pas de recette magique. Mais on peut tenter de se baser sur les exemples vécus. Par exemple, on fait des stress tests avec les banques, ce qui veut dire que des équipes nombreuses et supposées compétentes venant du superviseur bancaire testent à intervalles réguliers la capacité des banques à résister à des chocs. Bien des entreprises font de même dans leur domaine. Dans le domaine public, on a fait mieux : on a même un organisme, le SGSDN, en charge de la prévention des grands risques nationaux, dont l’ancêtre, le SGDN, existait dès avant la dernière guerre (eh oui). Entre autres tâches, il est supposé faire des plans sur les risques majeurs possibles, et sur la manière d’y réagir. Nous le connaissons bien à Géopragma : trois d’entre nous au moins y ont travaillé, à des époques diverses. Ce même SGSDN s’était même en l’espèce fendu de rapports, qui prévoyaient les mesures à prendre dans le cas précis d’une nouvelle épidémie du type actuel. Il recommandait notamment d’agir préventivement et très vite – avec usage massifs de masques. Mais il n’a pas été suivi d’effet... et comme on sait, on a au contraire liquidé lesdits masques.

Comme on le voit donc, le premier problème n’est pas l’absence de réflexion ; mais l’absence de mise en œuvre de mesures de précaution (au bon sens du terme). Et de sensibilisation populaire. Trop souvent, dans nos sociétés faibles et peureuses, parler de précaution veut dire : ne pas agir, par peur des conséquences. Alors que ce qu’on leur demande, c’est ce qu’on appelle prendre ses précautions, et donc au contraire agir, pour parer aux risques possibles.

Comment alors faire monter d’un cran ou de deux l’attention générale, et préparer le public à ce genre de

problèmes ?

Je propose une méthode, parmi d'autres : celle d'un rapport annuel, public comme celui de la Cour des Comptes, peut-être avec débat parlementaire, provenant d'un organisme dédié qui soit tenu de faire des recommandations publiques, s'il voit un risque majeur et qu'il pense qu'il faut agir. Avec si nécessaire, un statut protégé comme celui de la Cour. Et qu'il puisse mobiliser des moyens - y compris pour faire des tests. On pourrait appeler cela Conseil national de sécurité, mais dans un sens différent de ce qui se passe aux Etats-Unis, qui serait notamment moins sous la coupe du président.

Le champ de ce qui peut être couvert ainsi va loin. Car outre les épidémies, les crises politico-militaires, ou les crises financières, cela inclut nécessairement tout un pan de politique industrielle, décisive pour la sécurité collective comme on le voit maintenant avec les masques ou les médicaments ; et cela s'étend aussi à bien d'autres sujets. Cela ne fait pas double emploi avec les organismes compétents : s'agissant d'une crise financière par exemple, ou géopolitique, il ne s'agit pas de traiter la cause elle-même, mais de mesurer l'impact possible de la crise sur la vie du pays, d'avertir, de susciter le débat, et de réveiller.

Est-il enfin besoin de dire qu'un tel organe se situerait nécessairement au niveau national, le seul à même de traiter ce genre de question ? Cela n'exclut pas une mise en commun européenne d'idées ou de moyens, quand c'est approprié, cas par cas. Mais le ressort premier de la responsabilité n'est pas à ce niveau-là. On l'a vu à nouveau dans cette crise.

Cela permettrait aussi de répondre, devant le public, aux problèmes et inquiétudes qui s'y répandent, notamment de ceux qui naissent de la mondialisation. Non pas par en haut, selon des schémas idéologiques, mais concrètement, à partir de nos vrais besoins, en tentant de mesurer ce qu'on peut et doit faire.

Paru sur le site de Géopragma le 18 mai 2020 :

<http://geopragma.fr/le-virus-et-nous-ou-comment-se-preparer-a-la-prochaine-crise/>